



C E T R I

ANALYSE 2017
26 octobre

Centre tricontinental

BRESIL : HARO SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Laurent Delcourt

Le 30 avril 2017, trois jours après la violente répression par la police militaire d'une manifestation de près de 3000 indigènes venus à Brasilia des quatre coins du pays pour dénoncer les atteintes, de plus en plus fréquentes, à leurs droits et réclamer une démarcation claire de leur territoire, s'est joué un nouveau drame pour les peuples autochtones. À 2000 km de là, au nord, dans l'État du Maranhão, non loin de la petite ville de Viana, un groupe d'indigènes, dits Gamela¹, était attaqué par des dizaines d'hommes masqués, *fazendeiros* (propriétaires terriens) et *jagunços* (hommes de main), armés de bâtons, de machettes et d'armes à feu, et bien décidés à donner une « bonne leçon » aux « indésirables ». D'une brutalité extrême, l'expédition punitive s'est soldée par une douzaine de blessés graves parmi les indigènes, plusieurs d'entre eux ayant été atrocement mutilés.

Quelques jours plus tôt, les Gamela avaient investi une propriété sur laquelle ils revendiquaient des droits ancestraux, déclenchant aussitôt la colère des fazendeiros et des fermiers locaux. Cible de nombreuses et graves menaces, et se sentant en réel danger, les indigènes avaient finalement pris la décision de quitter les lieux. Peine perdue ! Sur le chemin du retour, ils furent encerclés et aussitôt attaqués, sous le regard passif de policiers militaires présents sur les lieux.

Le jour même de l'attaque, dans un entretien donné à une radio locale réputée proche des propriétaires, le député fédéral Aluísio Guimarães Mendes Filho, ancien conseiller à la sécurité de l'ex-gouverneur du Maranhão, avait qualifié les Gamela de « voyous » (« *arruaceiros* »), mis en doute leur origine indigène et appelé à demi-mot à déloger manu militari la communauté².

Une nouvelle « guerre » contre les peuples indigènes

Cette agression sauvage est l'un des derniers épisodes sanglants de la chronique violente qui rythme le quotidien des peuples indigènes au Brésil depuis des décennies. On ne compte plus en effet les crimes de tout type – agressions physiques, rapt, viols, actes de torture, etc. – commis contre ces communautés marginalisées, dans le cadre d'entreprises de spoliation de leurs terres et des ressources qui s'y trouvent. Certes, ces violences ont connu un certain reflux à partir des années 1990, surtout grâce à la reconnaissance par la nouvelle Constitution (1988) du droit à la terre pour les peuples

¹ Le terme « gamela » désigne en réalité deux groupes ethniques distincts, présents dans les États du Piauí et du Maranhão : les Acroás et les Gueguês. Péjoratif au départ, il faisait référence au plateau – gamelle – qu'ils inséraient dans leur lèvres inférieure.

² "Ataque a grupo de índios deixa vítimas com mãos decepadas no Maranhão", Congresso em Foco, 1er mai 2017, <http://congressoemfoco.uol.com.br/noticias/ataque-a-tiros-e-facadas-ferre-cerca-de-uma-dezena-de-indigenas-gamela-e-deixa-tres-baleados-no-maranhao/>

autochtones et aux avancées réalisées par la suite dans le processus de démarcation de leur territoire³. Mais, depuis quelques années, dans un climat de tension accrue et de haine exacerbée, attisée par des politiques et certains médias, les organisations de défense des indigènes constatent une forte recrudescence des atteintes aux droits et à l'intégrité physique des communautés autochtones du Brésil⁴.

Et de pointer, comme cause première, l'avancée du modèle extractiviste⁵, promu par les différents gouvernements brésiliens depuis des décennies – y compris par les gouvernements de gauche de Lula et Dilma –, qui tend à repousser toujours plus loin la frontière agricole, à grignoter la forêt (et les savanes du Cerrado) et à empiéter sur les terres autochtones. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que ce soient les communautés situées aux marges des territoires connaissant une forte progression des monocultures d'exportation (soja, eucalyptus, maïs et canne à sucre), de l'élevage extensif, de la prospection minière, de la déforestation légale et illégale, qui en paient le plus lourd tribut. À l'instar des Indiens Guarani et Kaiowá dans le Mato Grosso do Sul, cible d'une nouvelle vague d'agressions et de suicides depuis 2015 qui menace jusqu'à la survie des communautés.

Des « dizaines de cas de violence et d'actes criminels, pratiqués avec le plus cruel des raffinements, contre les peuples indigènes, et en particulier contre les Guarani et Kaiowá, dans le Mato Grosso do Sul » ont été enregistrés, note ainsi le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), qui dénonce dans le même temps le climat d'impunité qui règne dans ces régions de frontières, et l'absence de réaction des autorités, voire leur complicité dans ces attaques.

« Les cas [répertoriés ici] indiquent que les éleveurs et les fermiers ont créé et entraîné des milices pour attaquer des communautés extrêmement vulnérables et pour pratiquer contre elles tous les types d'agression. Ces actions lâches montrent aussi que les criminels impliqués se sentent légitimés par les pouvoirs publics [...]. Face à tant de violence, nous voyons, d'un côté, la démission des organes de sécurité [...]. Et de l'autre côté, un pouvoir exécutif et un pouvoir judiciaire qui font tout pour légitimer les actions criminelles des fazendeiros en paralysant les démarcations de terre, tant sur le plan administratif que judiciaire ».

De fait, le quasi-abandon par les pouvoirs publics du processus de démarcation des territoires des peuples indigènes est pointé du doigt comme l'autre cause principale de cette nouvelle vague de violence. Mais plusieurs initiatives récentes, émanant tant du pouvoir judiciaire que des pouvoirs législatif et exécutif, risquent également de porter durablement atteinte aux droits des peuples indigènes et de remettre en question les progrès réalisés jusqu'ici, de même que les engagements internationaux du Brésil vis-à-vis des peuples autochtones.

La remise en question des acquis

« Ces cinq dernières années, écrivent les auteurs d'un Manifeste publié en mai 2017⁶, les attaques contre les droits autochtones se sont aggravées et ont permis leur révision en autorisant la contestation légale des droits acquis. Les droits constitutionnels garantis aux populations autochtones sont pris en otage par la situation politique du pays et soumis à des amendements à la Constitution votés et approuvés par le Congrès national. Cette attaque à la Constitution est conduite principalement par ce qu'on appelle le « lobby de l'agrobusiness (bancada ruralista) ».

Durcissement, en octobre 2013, par la Cour Suprême, des conditions d'accès à la reconnaissance du statut de « territoire indigène » et remise en question par les tribunaux, sur base de cette nouvelle

3 La démocratisation du pays, dans les années 1980, et la montée d'une réelle prise de conscience, tant au niveau national qu'international, de la situation des peuples autochtones, avaient ouvert la voie à la reconnaissance légale des droits des indigènes. En 25 ans, près de 600.000 km² de terre – 462 terres indigènes représentant au total 12,2 % du territoire brésilien –, ont été démarquées, contribuant à atténuer quelque peu la pression sur ces communautés et leur vulnérabilité.

4 « Brasil tem recorde de assassinatos em conflitos por terra nos primeiros meses de 2017, segundo a CPT », Globo 1, 27 mai 2017, <http://g1.globo.com/politica/noticia/brasil-tem-recorde-de-assassinatos-em-conflitos-por-terra-nos-primeiros-meses-de-2017-segundo-a-cpt.ghtml>

« Violência contra os povos indígenas no Brasil ». Rapport 2015., Conselho Indigenista Missionário (CIMI), septembre 2016. <http://www.cimi.org.br/pub/relatorio2015/relatoriodados2015.pdf>

5 Modèle de croissance et de développement économique qui repose essentiellement sur l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles et de matières premières agricoles

6 Ce Manifeste contre les attaques infligées aux droits des autochtones du Brésil est porté par l'Associação Brasileira de Antropologia (ABA), la Society for the Anthropology of Lowland America (Salsa) et le Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones (GITPA).

jurisprudence, de plusieurs terres démarquées et homologuées depuis près de dix ans ; proposition d'amendement à la Constitution visant à transférer au Congrès national le processus de démarcation et de ratification des terres autochtones déjà homologuées, de manière à rendre possible l'annulation de ces terres l'annulation de cette régularisation foncière, voire l'exploitation de ces terres par des tiers ; attaques diverses contre les organismes chargés de la politique foncière, de la protection et du suivi des populations autochtones et réduction de leur budget, telles sont quelques-unes des mesures épinglées.

Ce détricotage par le haut des législations et mécanismes de protection des peuples indigènes n'est pas sans lien avec les bouleversements politiques qu'a connus le Brésil ces derniers mois. Il correspond principalement à l'irrésistible montée en puissance du lobby des grands propriétaires terriens et de l'agrobusiness (le groupe parlementaire ruraliste ou *bancada ruralista*), sur fond de grave crise économique, politique et institutionnelle. Devenue l'une des premières forces politiques du pays suite aux élections de 2014, qui ont vu la mise en place du Congrès national le plus conservateur et réactionnaire de l'histoire de la jeune démocratie brésilienne, la *bancada ruralista* a directement cherché à lever les obstacles à l'expansion de l'agrobusiness et d'autres activités productives. Ultra majoritaire au Congrès avec leurs principaux alliés, les parlementaires ruralistes ont d'emblée fait voter une série de projets de loi et d'amendement visant à affaiblir les mécanismes de protection sociale et environnementale, contre l'avis parfois du gouvernement Rousseff. Un gouvernement qu'ils vont d'ailleurs activement contribuer à faire tomber ensuite⁷.

Échange de bons procédés, plusieurs de ses principaux représentants (et alliés) se verront tout naturellement confier des responsabilités majeures dans le gouvernement illégitime et corrompu de Michel Temer et son administration. Le plus grand producteur de soja du pays, le sénateur du Mato Grosso do Sul, Blairo Maggi, a ainsi été nommé à la tête du ministère de l'Agriculture. Et Osmar Serraglio, l'un des plus virulents détracteurs du processus de démarcation des terres indigènes, occupe désormais le ministère de la Justice, dont dépend la FUNAI, l'organisme gouvernemental chargé de veiller au respect de la politique indigène dans le pays... Poussé à la démission par le nouveau ministre, l'ex-directeur de l'organisme n'a pas hésité à affirmer: « *Une dictature est sur le point de se mettre en place dans ce pays, à l'instar de ce que la FUNAI connaît déjà (...) Une dictature qui ne permet pas au président de la FUNAI d'exécuter les politiques prévues dans la constitution. Le peuple brésilien doit se réveiller. La [bancada ruralista] non seulement a pris le contrôle des questions indigènes, mais aussi du Congrès national* »⁸.

Occupant les plus hautes sphères du pouvoir, massivement présents dans le gouvernement Temer et son administration, les ruralistes sont aujourd'hui en mesure de lui dicter leur propre agenda politique. Et ils ne se privent pas de le faire, comme le montrent la multiplication de projets d'amendement et de lois polémiques (sur le plan des protections sociale et environnementale notamment), les coupes budgétaires ciblées, la suppression de programmes d'appui aux populations vulnérables du monde rural, voire le quasi-démantèlement des institutions qui en ont la charge. Comme l'indiquent très justement les auteurs du Manifeste « *Avec l'actuel gouvernement fédéral, arrivé au pouvoir après un processus d'« impeachment » douteux, ce qui était une attaque envers les droits autochtones est devenu une politique d'État... Telle est la situation qu'affrontent les peuples autochtones au Brésil, créant une grande insécurité juridique et une augmentation exponentielle de la violence et légitimant des actions comme l'attaque brutale subie par les Gamela du Maranhão* ».

Le silence complice de l'Union européenne

Lors de la présentation, à Genève en 2016, d'un rapport accablant pour le pays, Victoria Tauli-Corpuz, rapporteure spéciale des Nations Unies pour les droits des populations indigènes, avait tenté d'alerter l'opinion: « *Dans le contexte politique actuel, avait-elle déclaré, les menaces auxquelles les peuples indigènes sont confrontés peuvent être exacerbées et la protection de longue durée de leurs droits peut être remise en question* ». Et la rapporteure de dénoncer l'arsenal de projets de loi ou de nouvelles mesures prises par le gouvernement qui risquent d'aggraver à l'avenir la situation des peuples

7 L. DELCOURT, Le Coup d'État des ruralistes, Cetri, juin 2017, <http://www.cetri.be/Bresil-Le-coup-d-Etat-des>

8 L. DELCOURT, op.cit.

autochtones brésiliens⁹.

Pour autant, pas plus que les appels répétés des organisations de défense des droits de l'Homme face à la dégradation de la situation d'autres populations marginalisées (Afrodescendants, petits paysans, sans-terre, etc.), cette mise en garde ne semble pas émouvoir outre mesure les dirigeants européens, pour qui le commerce prime sur toute autre considération. Aussi, l'Union européenne vient-elle (mars 2017) de relancer les négociations commerciales avec les pays du Mercosur.

Cherchant à sécuriser coûte que coûte ses approvisionnements en matières premières agricoles – en soja en particulier, dont elle est le premier importateur – l'Union se fait ainsi indirectement complice d'un gouvernement qui, par ses récentes initiatives, porte atteinte aux droits des indigènes et encourage les ardeurs criminelles des fazendeiros et autres *grileiros* (accapareurs illégaux de terre). Fin mai, près de trente-sept personnes avaient déjà été assassinées depuis le début de l'année, dans le cadre de conflits pour la terre et/ou des ressources, parmi lesquelles deux leaders indigènes. Et tout indique que ce décompte macabre n'est pas près de s'arrêter¹⁰. Face à un tel massacre, il est du devoir et de la responsabilité de nos représentants de faire pression sur ce gouvernement illégitime dirigé par une élite qui, comme le note la CIMI, est encore « *loin d'avoir renoncé à sa mentalité colonialiste et génocidaire* ».

Bibliographie

Delcourt L. (2017), Le Coup d'État des ruralistes, Cetri, juin, www.cetri.be

Congresso em Foco (2017), "Ataque a grupo de índios deixa vítimas com mãos decepadas no Maranhão", 1er mai, <http://congressoemfoco.uol.com.br/noticias/ataque-a-tiros-e-facadas-ferre-cerca-de-uma-dezena-de-indigenas-gamela-e-deixa-tres-baleados-no-maranhao/>

Globo 1 (2017), Brasil tem recorde de assassinatos em conflitos por terra nos primeiros meses de 2017, segundo a CPT, 27 mai, <http://g1.globo.com/politica/noticia/brasil-tem-recorde-de-assassinatos-em-conflitos-por-terra-nos-primeiros-meses-de-2017-segundo-a-cpt.ghtml>

CIMI (2016), Relatório. Violência contra os povos indígenas no Brasil. Dados de 2015, Conselho Indigenista Missionário, septembre, <http://www.cimi.org.br/pub/relatorio2015/relatoriodados2015.pdf>

Laurent Delcourt est historien et sociologue, chargé d'étude au Cetri



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



⁹ Cf. <http://www.cimi.org.br/site/pt-br/index.php?system=news&action=read&id=8931>

¹⁰ *Globo 1*, op. cit.